

Croissance: les gilets jaunes fixent le bon cap

 mediapart.fr/journal/france/181218/croissance-les-gilets-jaunes-fixent-le-bon-cap

- [CONJONCTURE](#)
- [Parti pris](#)

18 décembre 2018 Par [Laurent Mauduit](#)

La « Note de conjoncture » publiée par l'Insee apporte la preuve que la politique pro-CAC 40 conduite à grands frais par Emmanuel Macron asphyxie l'économie française, et que seules des mesures en faveur du pouvoir d'achat sont de nature à soutenir la consommation et l'activité.

Et si les gilets jaunes sauvaient la croissance française ? Dans un [article récent](#), Mediapart a eu indiscutablement raison de souligner que le mouvement des gilets jaunes, loin d'être une « catastrophe » pour l'économie française comme le prétend le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, pourrait être une aubaine, car les mesures concédées par le gouvernement, pour minimes qu'elles soient, vont venir soutenir la consommation et donc la croissance.

Pour s'en convaincre, il suffit de prendre connaissance de la dernière « Note de conjoncture » publiée, ce mardi 18 décembre, par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), véritable juge de paix des débats économiques. Car elle vient confirmer que la politique de l'offre, en faveur des entreprises et des puissances d'argent que le gouvernement pilote et qui est ruineuse pour les finances publiques, conduit à une impasse, tandis que la politique de la demande, celle que les gilets jaunes demandent au travers de mesures de soutien en faveur du pouvoir d'achat, est le seul levier pour relancer l'activité.

Voici cette note de conjoncture :

L'Insee ne nie certes pas que le mouvement des gilets jaunes ait pu avoir un impact sur la croissance à cause des blocages qui l'ont émaillé, freinant les transports ou dissuadant les touristes de venir dans certaines métropoles, et notamment à Paris. Mais l'institut suggère que cet impact devrait être dérisoire – et n'aurait dans tous les cas de figure rien à voir avec la « catastrophe » dont a parlé l'imprudent ministre des finances. *« Au total, le scénario de cette Note de conjoncture fait l'hypothèse que le mouvement des gilets jaunes pourrait ôter 0,1 point à la croissance du PIB au quatrième trimestre 2018, via les secteurs d'activité sans doute principalement touchés : commerce, hébergement, restauration, transports... Cette estimation est néanmoins soumise à beaucoup d'aléas, ne serait-ce que sur la durée du mouvement »,* écrit l'institut.

Mais il y a encore beaucoup plus intéressant dans le diagnostic des statisticiens. Ils font en effet clairement comprendre que la politique de l'offre conduite a des effets calamiteux et que la politique de la demande, revendiquée par le mouvement social, est seule de nature à sortir l'économie française de son état fébrile.

Car c'est peu dire que l'économie française connaît une situation de croissance molle, que résume le tableau de synthèse ci-dessous :

Chiffres-clés : la France et son environnement international

	2017				2018				2019		2017	2018	2019 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Environnement international													
PIB des économies avancées	0,6	0,7	0,7	0,5	0,4	0,7	0,4	0,6	0,4	0,5	2,3	2,3	1,7
PIB de la zone euro	0,7	0,7	0,7	0,7	0,4	0,4	0,2	0,4	0,3	0,3	2,5	1,9	1,1
Baril de Brent (en dollar)	55	51	52	62	67	74	75	69	60	60	55	71	60
Change Euro-Dollar	1,06	1,10	1,17	1,18	1,23	1,19	1,16	1,14	1,14	1,14	1,13	1,18	1,14
Demande mondiale adressée à la France	1,5	1,4	1,0	1,9	0,6	0,9	0,5	1,0	0,7	0,9	5,3	4,2	2,7
France – équilibre ressources-emplois													
Produit intérieur brut	0,8	0,7	0,6	0,7	0,2	0,2	0,4	0,2	0,4	0,3	2,3	1,5	1,0
Importations	1,9	-0,5	2,0	0,4	-0,7	0,5	-0,3	1,4	0,8	0,7	4,1	1,0	2,3
Dépenses de consommation des ménages	0,0	0,4	0,5	0,2	0,2	-0,2	0,4	0,2	0,7	0,5	1,1	0,8	1,4
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	1,4	1,1	1,2
FBCF totale	2,3	0,8	1,3	1,0	0,1	0,9	0,9	0,0	0,3	0,3	4,7	2,8	1,2
dont : ENF	2,7	0,4	1,6	1,3	0,1	1,3	1,6	0,1	0,6	0,6	4,4	3,8	2,2
Ménages	1,9	1,4	1,0	0,8	0,2	0,1	-0,1	-0,5	-0,4	-0,3	5,6	1,5	-1,0
Exportations	0,0	2,6	1,2	2,2	-0,6	-0,1	0,4	2,1	-0,3	0,0	4,7	2,9	1,4
Contributions (en point)													
Demande intérieure hors stocks ¹	0,6	0,5	0,7	0,4	0,2	0,2	0,5	0,2	0,5	0,4	2,0	1,3	1,3
Variations de stocks ¹	0,8	-0,7	0,2	-0,2	-0,1	0,2	-0,3	-0,2	0,2	0,1	0,2	-0,4	0,0
Commerce extérieur	-0,6	1,0	-0,3	0,6	0,0	-0,2	0,2	0,2	-0,3	-0,2	0,1	0,6	-0,3
France – situation des ménages													
Emploi total (variation en fin de trimestre)	101	94	46	100	50	18	16	23	33	31	341	107	64
Salariés du secteur marchand non agricole	86	87	47	102	42	28	20	24	26	23	321	114	49
Taux de chômage BIT France (y compris DOM) ²	9,6	9,4	9,6	8,9	9,2	9,1	9,1	9,1	9,1	9,0	8,9	9,1	9,0
Indice des prix à la consommation ³	1,1	0,7	1,0	1,2	1,6	2,0	2,2	1,6	1,3	1,0	1,0	1,9	-
Inflation « sous-jacente » ³	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,8	0,7	0,8	1,0	1,2	0,5	0,8	-
Pouvoir d'achat des ménages	0,2	0,7	0,4	0,4	-0,4	0,8	0,4	1,3	0,5	0,2	1,4	1,4	2,0

Prévision

1. Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

2. Pour les données annuelles, le taux de chômage correspond au taux de chômage du dernier trimestre de l'année

3. Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre

Lire aussi

Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance française devrait ressortir au niveau très médiocre de + 1,5 %, après + 2,3 % en 2017. En somme, l'activité est en phase de ralentissement et ne dépasserait pas le seuil fatidique au-delà duquel les créations d'emploi sont assez nombreuses pour absorber les arrivées nouvelles sur le marché du travail du fait des évolutions démographiques, permettant un recul sensible du chômage. Et ce niveau d'activité très faiblard resterait inchangé au premier semestre de 2019, avec une croissance de + 0,4 % au premier semestre et de + 0,3 % au second, soit un acquis de croissance de seulement 1 % à la fin du mois de juin 2019. Ce qui laisse présager une croissance sur l'ensemble de l'année assez proche de celle de l'année 2018, c'est-à-dire très médiocre.

Du même coup, les créations d'emploi sont faibles : après 341 000 créations en 2017, celles-ci sont tombées à seulement 107 000 en 2018 et devraient ressortir à seulement 64 000 à la fin du premier semestre 2019. Et, par un enchaînement implacable, le recul du chômage marque le pas. Après être tombé de 9,6 % de la population active au début de 2017 à 8,9 % à la fin de la même année, il est ensuite reparti légèrement à la hausse, autour

de 9 %, niveau qui devrait être encore constaté à la fin du mois de juin 2019. En clair, la politique économique d'Emmanuel Macron est en passe d'échouer : elle s'avère incapable de relancer la croissance et de faire refluer durablement le chômage.

CICE : 20 milliards pour un effet « incertain »

Et si tel est le cas, c'est pour des raisons qui retiennent l'attention. En effet, la conduite d'une politique de l'offre, et surtout pas de la demande, a toujours été l'alpha et l'oméga de la politique économique du chef de l'État. Face à la colère sociale, c'est ce cap qu'il a cherché à maintenir.

On sait donc que les entreprises ne seront en rien impactées par la hausse de 100 euros des revenus des smicards, puisqu'elle proviendra d'une majoration de la prime d'activité.

On sait encore que sur les quelque 10 milliards d'euros que devrait coûter le plan Macron, les entreprises n'en paieront qu'une infime partie, soit 2,5 milliards selon la communication gouvernementale. Et encore, ce chiffre est trompeur, voire carrément mensonger, puisque la moitié de cette somme proviendra d'un report d'un an pour les plus grandes entreprises de la baisse promise de l'impôt sur les sociétés. Il faut donc être assez gonflé pour faire passer comme une contribution des entreprises ce qui n'est que le report... d'un cadeau !

Et puis enfin, on sait surtout que le gouvernement a décidé de maintenir, malgré la conjoncture, les 20 milliards d'euros du CICE, qui en 2019 prendront la forme d'une baisse pérenne des cotisations sociales.

Paradoxalement, les gilets jaunes ont quant à eux plus souvent revendiqué la restauration de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) que l'annulation du CICE. Or, à l'aune des sommes en jeu, le second « scandale » est à l'évidence beaucoup plus lourd que le premier. Car si le remplacement de l'ISF par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) a généré un cadeau de 3,2 milliards d'euros au profit des plus grandes fortunes, la pérennisation du CICE au profit du patronat a porté sur des sommes autrement plus considérables. Et ce dispositif qui est au cœur de la politique de l'offre conduite par Emmanuel Macron – c'est l'un des principaux intérêts de cette note de l'Insee que de le montrer – a des effets dérisoires. En clair, le CICE est bel et bien ruineux pour les finances publiques, et ne produit pas du tout les effets annoncés.

Lisons ce que dit l'Insee ; car même si les choses sont dites de manière diplomatique, elles sont tout de même dites – et même méchamment dites ! L'Insee rappelle d'abord pourquoi 2019 sera une année charnière : *« Au 1^{er} janvier 2019, le CICE sera remplacé par une baisse de cotisations sociales à la charge des employeurs d'un montant équivalent. En 2019, les entreprises verseront des cotisations réduites de 6 % sur les salaires compris entre 1 et 2,5 Smic (soit une réduction de 20,4 milliards d'euros). Par ailleurs, elles percevront le CICE acquis au titre des rémunérations versées en 2018 (20,2 milliards d'euros). L'année 2019 sera donc "double" en termes de dépenses publiques, mais son effet en termes d'incitation à l'emploi est incertain. »*

Effet « incertain » sur l'emploi : la formule est évidemment ravageuse puisqu'il s'agit de l'aide la plus monumentale dont les entreprises aient jamais bénéficié en France. D'un

qualificatif, l'institut apporte de l'eau au moulin de tous ceux qui prétendent que ces trésors puisés sur fonds publics ont juste créé des effets d'aubaine, notamment pour les actionnaires des groupes concernés, mais très peu d'effets concrets, notamment sur l'emploi.

L'Insee rappelle ensuite les études publiques qui ont déjà été réalisées sur le CICE : « *Plusieurs évaluations des effets du CICE sur l'emploi ont été réalisées depuis son instauration. Sur données microéconomiques, les effets estimés et cumulés sur l'emploi entre 2013 et 2015 s'étaleraient entre 0 et 255 000 emplois sauvegardés ou créés (voir Rapport 2018 du comité de suivi du CICE). En prenant en compte les effets de bouclage macroéconomique, certaines estimations suggèrent que le CICE aurait permis de sauvegarder ou créer sur la même période entre 110 000 et 281 000 emplois (voir Ducoudré et Yol, 2018). Enfin, l'effet total du CICE sur l'emploi retenu en prévision dans les Notes de conjoncture était initialement d'environ 300 000 emplois à long terme (voir Note de Conjoncture, décembre 2013), dont 215 000 emplois sur la période 2013-2018. La diversité des résultats obtenus traduit en tout état de cause l'incertitude des effets du dispositif sur l'emploi.* »

Pour finir, l'Insee se jette à l'eau et donne son évaluation la plus récente : « *Plus précisément, l'effet sur l'emploi se situerait à hauteur de 50 000 emplois en moyenne sur 2019-2021. Cet effet proviendrait d'une part d'un surcroît d'activité économique, et d'autre part de l'enrichissement de la croissance en emploi, lequel se traduirait, en particulier, par environ 30 000 emplois en moyenne sur 2019-2021. Cette estimation est toutefois à prendre avec précaution compte tenu de l'hypothèse effectuée sur la façon dont le CICE est considéré par les entreprises. Par ailleurs, l'effet mesuré se concentre sur la bascule du CICE stricto sensu et n'inclut pas des mesures complémentaires à cette bascule.* »

Ces évaluations sont résumées par le tableau ci-dessous :

Effet sur l'emploi de la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales			
En écart à un scénario de pérennisation du CICE ancien format	2019	2020	2021
Emploi (en milliers)	+40	+70	+40
Dont : enrichissement de la croissance en emploi	+30	+40	+30

Lecture : hors effet sur l'emploi lié au surcroît d'activité économique (mesuré par le PIB), la transformation du CICE en baisse de charges entraînerait un surcroît d'environ 30 000 emplois en 2019 par rapport à une situation où il aurait continué à exister sous son ancien format de crédit d'impôt de 40 000 emplois si l'on y ajoute l'effet sur l'emploi lié au surcroît d'activité économique. En 2020, cet écart augmenterait à +40 000 emplois (resp. +70 000 en incluant l'effet lié au surcroît de PIB) avant de revenir à +30 000 emplois en moyenne en 2021 (resp. +40 000).
Source : modèle Mésange, Insee.

On observera que l'Insee avance ces chiffres avec d'infinies précautions. Mais imaginons qu'ils soient fiables ! Dans tous les cas de figure, cela laisse pantois. Car engager 20 milliards d'euros pour parvenir à récolter seulement 50 000 emplois créés par an, cela fait cher l'emploi : près de 400 000 euros pour un emploi. Le chiffre confine à la démence.

Ce qui prouve bien d'ailleurs que la création d'emploi n'est évidemment pas la logique véritable de ce CICE : il s'agit tout bonnement d'offrir des effets d'aubaine aux milieux d'affaires. Mais cela, l'Insee, curieusement, ne cherche pas à l'évaluer. Quel est l'impact du CICE sur le taux de marge des entreprises ? En quoi les dividendes servis aux actionnaires en sont-ils gonflés ? Autant de questions qui auraient pourtant mérité la même attention...

Quoi qu'il en soit, le bilan est incontestable : la politique de cadeaux au patronat conduite par Emmanuel Macron a strictement les effets attendus. Le patronat empêche les cadeaux, et cela n'a pas plus d'effets que cela.

Par contraste, on mesure ainsi dans cette « Note de conjoncture » que la politique de la demande a des effets autrement plus vérifiables et vertueux sur l'économie. Le gouvernement a, certes, bricolé un plan qui ne tient que très imparfaitement compte des demandes des gilets jaunes. Il avait à sa disposition des instruments beaucoup plus efficaces pour doper le pouvoir d'achat, mais il n'a pas voulu s'en servir.

Et pourtant, pour imparfaites et limitées qu'elles soient, ces mesures vont soutenir le revenu des Français, comme le constate l'Insee : *« Les modalités de mise en œuvre de ces mesures ne sont pas encore précisément connues au moment où s'achève la rédaction de cette Note de conjoncture (13 décembre 2018). Elles ont néanmoins été intégrées globalement au scénario de prévision. L'ordre de grandeur de l'impact global serait d'environ + 0,5 point de revenu disponible brut au premier trimestre 2019. Cet ordre de grandeur est à considérer avec prudence puisque l'impact des mesures dépendra in fine en partie de leurs modalités et de leur calendrier de mise en œuvre ainsi que du comportement des entreprises appelées à verser une prime exceptionnelle à leurs salariés. »*

Contraint et forcé, dans la panique, le gouvernement a donc dû lâcher du lest. Et cela va contribuer à une augmentation du pouvoir d'achat des ménages en début d'année. Alors qu'il n'a progressé que modérément de + 1,4 % en 2017 comme en 2018, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages devrait ainsi déjà ressortir à + 2 % à la fin du mois de juin 2019.

Cette statistique du pouvoir d'achat du revenu disponible brut est certes trompeuse, car elle augmente mécaniquement si le nombre des ménages grossit du fait des évolutions démographiques. Elle ne recoupe donc pas le « ressenti » des Français. Mais même si l'on prend un autre calcul, celui du pouvoir d'achat par unité de consommation, qui est beaucoup plus proche du « ressenti » des Français, l'évolution restera très favorable, puisque le pouvoir d'achat, après une hausse de 1 % en 2018, devrait afficher un acquis de croissance de 1,6 % dès la fin du premier semestre de 2019.

Il n'est guère difficile de mesurer le résultat : cette meilleure tenue du pouvoir d'achat devrait relancer la consommation des ménages, qui est traditionnellement l'une des courroies d'entraînement de la croissance mais qui était très peu dynamique ces derniers temps. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : après avoir progressé de seulement 0,8 % en 2018, la consommation devrait afficher un acquis de croissance de 1,4 % dès la fin du premier semestre. CQFD ! La croissance est molle, mais elle est soutenue par la consommation des ménages qui est elle-même directement fonction du pouvoir d'achat.

En clair, les gilets jaunes ont forcé le gouvernement à infléchir pour un temps sa politique économique. En vérité, c'est d'un changement autrement plus durable que le pays aurait besoin pour sortir de la croissance molle. Et indiscutablement, des moyens financiers considérables pourraient être mobilisés, à commencer par ceux du CICE, dépensés en pure perte, pour financer cette politique alternative...

Mots-clés

Derniers articles

Du même auteur

Multimédias

Dans le club

Aujourd'hui

- [La Une](#)

[En Italie, le nouveau patron de la Rai fait craindre un retour de la censure](#) Par [Cécile Debarge](#)

- [A Bayonne, nouvelle porte d'entrée des migrants, «l'urgence fait exploser les frontières politiques»](#) Par [Mathilde Mathieu](#)

- [Poutine veut reprendre le contrôle d'une jeunesse dopée au rap](#) Par [François Bonnet](#)

- [Un recours contre l'Etat pour inaction climatique](#) Par [christophe Gueugneau](#) et [Jade Lindgaard](#)

- [Croissance: les gilets jaunes fixent le bon cap](#) Par [Laurent Mauduit](#)

- [La violence politique et son versant féminin](#) Par [Laurence De Cock](#) et [Mathilde Larrère](#)

- [Devant l'hôtel Hyatt: «Les gilets jaunes, c'est nous, qui en bavons dans les entreprises»](#) Par [Rachida El Azzouzi](#)

- [Après les annonces de Macron, l'intendance priée de suivre](#) Par [Dan Israel](#), [Manuel Jardinaud](#) et [Ellen Salvi](#)

- [Les affaires russes d'un gendarme au cœur du dossier Benalla](#) Par [Fabrice Arfi](#), [Antton Rouget](#), [Marine Turchi](#) et [Anastasia KiRILENKO](#)

- [L'impossible combat d'une locataire face à l'office HLM de la ville de Marseille](#) Par [Louise Fessard](#)